

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Retraites (France) > **Retraites : contre l'individualisme, nous choisissons la solidarité**

TRIBUNE

# Retraites : contre l'individualisme, nous choisissons la solidarité

mardi 26 novembre 2019, par [Collectif / Signatures multiples](#), [Partis politiques](#) (Date de rédaction antérieure : 25 novembre 2019).

**Plusieurs partis de gauche, Europe Ecologie-les Verts, NPA, La France insoumise, Génération-s... soutiennent les mobilisations syndicales et appels à la grève annoncés pour le 5 décembre.**

---

Les forces politiques et les personnes soussignées s'opposent totalement au projet de retraites d'Emmanuel Macron et soutiennent les mobilisations syndicales annoncées pour le mettre en échec le 5 décembre, ainsi que les appels à la grève reconductible.

E. Macron parle de droits « universels » ? Ils seraient en réalité « individualisés » et réduits.

C'est au Parlement de Versailles en juillet 2018 que E. Macron a proclamé son projet. Il veut « un Etat providence du XXI<sup>e</sup> siècle, émancipateur, universel... » et « protéger nos concitoyens non selon leur statut et leur secteur d'activité, mais de manière plus juste ».

Plus « juste » ? Pour l'assurance-chômage, le Président avait déjà promis « l'universalité ». Or avec sa « réforme », plus d'un million de personnes verront leurs droits amputés et paieront de leurs poches les 3,8 milliards d'économies imposées par l'Etat jupitérien. Très belle « émancipation » !

Dans le monde selon E. Macron, les statuts collectifs disparaissent. Il ne reste que l'individu face à son destin, évoluant sur le marché, traversant la rue pour obtenir un emploi, surveillant son compte de retraite à points pour arbitrer entre la prolongation de son travail et son niveau de pension. A condition bien sûr de ne pas être au chômage, en maladie, ou en invalidité, comme beaucoup de salarié-es après 60 ans.

E. Macron oublie que le projet du Conseil national de la résistance (CNR) visait une Sécurité sociale universelle, mais avec des droits en progrès. Il veut qu'on oublie que ces conquêtes résultent d'une mobilisation populaire obtenant qu'une part plus élevée de la richesse soit attribuée aux retraites et à la santé, donc au bien vivre. Il a fallu pour cela augmenter la part du PIB accordée aux retraites, de 4% jusqu'à 14% d'aujourd'hui, pour améliorer le taux de remplacement entre la pension versée et les meilleurs salaires. Ce taux atteignait 75%, avant les contre-réformes accumulées depuis 1993. Ainsi la retraite a représenté une prolongation de son revenu pour des activités nouvelles et libres. Cette répartition de la richesse a permis d'universaliser des droits pour des retraités plus nombreux et un progrès de l'espérance de vie.

Cependant, une forte injustice persiste en raison de la scandaleuse inégalité salariale entre femmes et hommes, réduisant en moyenne leurs pensions de 40% sur celles des hommes. Or l'application effective de l'égalité salariale permettrait un afflux de ressources : 6 milliards d'euros au moins. Il est donc tout à fait possible d'améliorer ce qui existe. Et aussi de réduire les inégalités inacceptables dues à la pénibilité du travail. Même Edouard Philippe a reconnu qu'il n'y a pas vraiment de « déficit » et que le système actuel est « encore bon ».

Alors pourquoi s'acharner à le démanteler ? Parce que ce gouvernement veut à tout prix obliger les travailleurs, femmes et hommes, y compris les indépendants, à s'adapter aux règles du libéralisme : les droits coûteraient trop chers parce qu'ils sont socialisés et incluent une solidarité collective (carrières incomplètes, années de chômage, enfants). Au lieu d'une retraite où la prestation est d'avance garantie, ce pouvoir cherche à imposer un système où seule la cotisation est définie. Chacun sait ce qu'il cotise pour acquérir des points, mais personne ne sait quelles prestations seront versées. La conversion des points en pension pourra évoluer en fonction de la marche générale de l'économie. Le gouvernement aura la haute main sur ce choix à chaque budget annuel de la Sécurité sociale. La « caisse des retraites » où siègeront les syndicats ne pourra donner qu'un avis.

La propagande du gouvernement sonne bien, mais elle est une tromperie.

« Un euro cotisé donnera les mêmes droits pour tous » ? Peut-être, mais appauvris. En effet le calcul des droits à pension s'effectuerait sur toute la carrière, alors qu'aujourd'hui il se fait sur les 25 meilleurs salaires dans le privé, et les derniers mois dans le public. Conséquence : la moyenne des salaires baissera en incluant les mauvaises années. La pension baissera en proportion. Le recul de l'âge de la retraite est aberrant alors qu'à 62 ans, 40% des seniors sont inscrits à Pôle Emploi.

Un « Etat providence du XXI<sup>e</sup> siècle » ? Appauvri encore ! La part des retraites dans la richesse nationale serait plafonnée (14% du PIB), alors que depuis 1945 elle a progressé. Les cotisations ont augmenté : les actifs et les retraités sont solidaires pour déterminer la part de valeur qui va au bien commun. Ce n'est pas aux propriétaires financiers et de dividendes de décider. Alors qu'ils s'approprient toujours plus de richesses sans aucun effet sur le chômage.

Des droits « dès le premier euro » ? On promet que les jeunes auraient des droits au premier euro cotisé. Mais si la part totale des retraites est gelée, toute avancée des uns sera prise sur les autres. On aura une division accrue au lieu de droits égaux ! Ainsi, les pensions de réversion vont diminuer, ce qui pénalisera encore les femmes. Macron veut en réalité rendre « naturelle » la précarité des temps partiels et des CDD au lieu de les combattre.

« Un système plus juste » ? Faux ! E. Macron veut rayer le mot « pénibilité du travail » du vocabulaire alors même que celle-ci participe largement à réduire l'espérance de vie en bonne santé. Que de retraites volées à celles et ceux qui en auraient le plus besoin !

La retraite par points ? Le secteur privé la connaît déjà, avec les « complémentaires » par points qui ne cessent de se dégrader. Les « complémentaires » sont le cheval de Troie introduit pour habituer à un système individualiste. Comme c'est le cas aussi en Suède souvent portée en exemple. En France, sous la pression du Medef, les pensions « complémentaires » ont été gelées de 2016 à 2018, et une baisse de 10% est prévue à partir de 2019. Ni Macron ni les patrons ne veulent plus parler de hausse de cotisations.

Etat « providence » ? Plutôt un tremplin vers la capitalisation pour les plus riches ! En effet, la baisse programmée du montant des retraites incitera ceux qui en ont les moyens à se tourner vers les fonds de pension. Les salaires au-dessus de 120 000 euros annuels ne cotiseraient plus au régime à points mais pourraient souscrire une épargne privée. Le ver serait dans le fruit.

Au total, la contre-réforme des retraites participe d'un plan de destruction des systèmes de solidarité : suppression des services publics, réforme punitive de l'assurance chômage, privatisations (ADP), attaques contre tous les statuts salariés.

Contre ce bouleversement de société, notre alternative repose sur un socle de droits universels : une retraite à 60 ans avec un taux de remplacement à 75% indexé sur les meilleurs salaires, garanti pour tous et toutes. Mais aussi un droit collectif à un départ anticipé en fonction de la pénibilité du travail, pour une retraite en bonne santé. Cela exige une augmentation des cotisations socialisées incluant les profits financiers. Et une baisse du chômage par la réduction du temps de travail apporterait aussi des ressources.

Les mobilisations syndicales unitaires seront décisives à partir du 5 décembre ! Nous appelons la population à leur apporter un soutien massif !

*Signatures :*

**Europe Ecologie-les Verts (EELV)** : Sandra Regol, porte-parole ; Alain Coulombel, secrétaire national adjoint

**Ensemble !** : Clémentine Autain, députée de La France insoumise (FI), Myriam Martin, porte-parole, conseillère régionale LFI Occitanie ; Jean-François Pellissier, porte-parole

**Gauche démocratique et sociale (GDS)** : Gérard Filoche, porte-parole ; Anne de Haro, GDS Ile de France

**Génération·s** : Guillaume Balas et Claire Monod, coordinateurs nationaux

**Mouvement pour la démocratie en Europe (Diem 25)** : Emma Justum, coordination nationale

**Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)** : Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, porte-parole

**Nouvelle Donne (ND)** : Aline Mouquet, co-présidente, Gilles Pontlevoy : co-président

**Parti communiste français (PCF)** : Cathy Apourceau-Poly, membre de la direction du PCF, sénatrice du Pas-de-Calais ; Pierre Dharreville, membre de la direction du PCF, député des Bouches-du-Rhône

**Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)** : Véronique Lamy et Christian Pierrel, coporte-parole

**Parti de Gauche (PG)** : Eric Coquerel, député FI, co-coordonateur du PG ; Danielle Simonnet, conseillère de Paris, co-coordinatrice du PG

**Pour une écologie populaire et sociale (PEPS)** : Sergio Coronado, Jean Lafont, Elise Lowy, Bénédicte Monville

**République et socialisme (RS)** : Marinette Bache, conseillère de Paris ; Lucien Jallamion, secrétaire national ; Mariane Journiac, secrétaire nationale

François Ruffin, député La France insoumise de la Somme.

---

**P.-S.**

Libération, 25 novembre 2019 à 12:10 :

[https://www.liberation.fr/debats/2019/11/25/retraites-contre-l-individualisme-nous-choisissons-la-solidarite\\_1764953](https://www.liberation.fr/debats/2019/11/25/retraites-contre-l-individualisme-nous-choisissons-la-solidarite_1764953)